

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia, P.O. Box: 3243 Tel.: (251-11) 5513 822 Fax: (251-11) 5519 321
Email: situationroom@africa-union.org

CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE

855^{EME} REUNION

11 JUIN 2019

ADDIS ABEBA, ETHIOPIE

PSC/PR/COMM.2(DCCCLV)

COMMUNIQUE

COMMUNIQUÉ

Adopté par le Conseil de paix et de sécurité à sa 855^{ème} réunion, tenue le 11 Juin 2019, sur la situation en Guinée Bissau,

Le Conseil de paix et de sécurité,

Rappelant son communiqué [PSC / PR / COMM.2 (DCCC)], adopté lors de sa 800^{ème} réunion, tenue le 10 octobre 2018, sur la situation en Guinée Bissau, qui réitère la volonté de l'UA et sa détermination à ne ménager aucun effort pour aider les Bissau Guinéens à surmonter les défis auxquels ils sont confrontés dans la préparation des élections législatives et présidentielles de 2019, dans la perspective de la mise en œuvre de l'Accord de Conakry;

Notant les déclarations faites par le Représentant permanent de la République de Sierra Leone auprès de l'Union africaine, S.E. Ambassadeur Brima Patrick Kapuwa, en sa qualité de Président du CPS pour le mois de juin 2019, et par le Directeur du Département Paix et Sécurité, M. Admore Kambudzi, au nom du Commissaire à la paix et à la sécurité, ainsi que l'exposé du Représentant spécial du Président de la Commission pour la Guinée Bissau, l'Ambassadeur Ovidio Pequeno; **notant également** les déclarations faites par le Ministre des Affaires étrangères de la République de Guinée Bissau, S.E. Joao Ribeiro Butiam Co, ainsi que par les représentants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des Nations Unies (ONU) et de l'Union européenne (UE);

Réaffirmant la solidarité de l'Union africaine avec le peuple Bissau guinéen dans ses aspirations et ses efforts en vue de la mise en œuvre de l'Accord de Conakry de 2016 et de la feuille de route de Bissau.

Agissant en vertu de l'article 7 de son Protocole, le Conseil de paix et de sécurité:

1. **Constata avec une profonde préoccupation** l'absence de progrès dans la résolution de l'impasse politique dans le pays à la suite des élections législatives du 10 mars 2019, la nomination encore attendue d'un Premier ministre et l'impasse actuelle à l'Assemblée nationale populaire (ANP) qui continuent d'avoir un impact négatif sur la situation socio-économique déjà difficile en Guinée Bissau;
2. **Appelle** les dirigeants politiques de la Guinée Bissau à redoubler d'efforts, à agir de manière plus proactive et à engager un dialogue, sans conditions préalables, afin de s'attaquer rapidement aux défis institutionnels auxquels le pays est confronté, afin de mieux faire profiter le peuple Bissau guinéen des dividendes de la paix; À cet égard, **exhorte** les partis politiques représentés à l'ANP de créer un climat d'entente en vue de finaliser l'élection des organes du Parlement dans le respect de la Constitution et des lois du pays afin de permettre au gouvernement et aux institutions de la Guinée Bissau de fonctionner normalement ;
3. **Invite** le Président de la République de Guinée Bissau à engager, d'urgence, des consultations en vue de la nomination d'un Premier ministre, conformément à la volonté du peuple, telle qu'exprimée lors des élections législatives du 10 mars 2019 et, le moment venu, d'annoncer la date de l'élection présidentielle prévue pour cette année, avant l'expiration de son présent mandat, le 23 juin 2019.

4. **Souligne** la nécessité d'un dialogue constructif entre toutes les parties prenantes pour consolider la paix et la stabilité et **appelle** les autorités nationales à accélérer la révision de la Constitution de la Guinée Bissau, conformément à l'Accord de Conakry de 2016 et à la Feuille de route en six points de la CEDEAO ;
5. **Exprime** son soutien aux efforts en cours de la CEDEAO et au processus de médiation, sous les auspices de S.E. Le Président de la République de Guinée, Alpha Condé, et **réitère** la disponibilité de l'UA et sa détermination à ne ménager aucun effort pour aider les Bissau guinéens à surmonter les défis auxquels ils sont actuellement confrontés ;
6. **Félicite** les partenaires internationaux, en particulier le Groupe des cinq organisations internationales (P5), à savoir l'UA, la CEDEAO, la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), l'UE, les Nations Unies et l'ensemble de la communauté internationale pour leur soutien inlassable au peuple bissau guinéen et **appelle** tous les acteurs politiques en Guinée Bissau à apprécier ces efforts en plaçant l'intérêt national au-dessus de toute autre considération et à respecter la Constitution du pays et leurs engagements souscrits aux termes du Pacte de stabilité ;
7. **Réitère** le rôle crucial de la Mission de la CEDEAO en Guinée Bissau (ECOMIB) dans la stabilisation de la Guinée Bissau, malgré les difficultés opérationnelles et financières; **note avec préoccupation** l'expiration du mandat de l'ECOMIB le 30 septembre 2019 et l'intention des pays contributeurs de troupes de la CEDEAO de commencer à retirer leurs troupes, ce qui risque de détériorer davantage la sécurité dans le pays; à cet égard, **lance un appel** à la communauté internationale dans son ensemble pour qu'elle apporte son soutien financier à la poursuite des opérations de l'ECOMIB, en vue de stabiliser davantage le pays, jusqu'à ce que les forces nationales de défense et de sécurité soient en mesure d'assurer la totalité des responsabilités en matière de sécurité;
8. **Exprime sa profonde préoccupation** face à la tendance croissante des crimes liés à la drogue en Guinée Bissau, qui demeurent une préoccupation majeure en matière de sécurité et contribuent à entretenir l'instabilité dans le pays; à cet égard, **exhorte** le gouvernement de la Guinée Bissau à renforcer les lois nationales en vue de mieux lutter contre les crimes liés au trafic de drogue;
9. **Souligne une fois de plus** la nécessité d'une réforme constitutionnelle en vue de clarifier, entre autres aspects, les pouvoirs des organes souverains de l'État, afin de renforcer l'Etat de droit, la séparation des pouvoirs et de maintenir l'équilibre des pouvoirs dans le système politique nationale. Le Conseil **souligne en outre** qu'il est urgent de réformer le secteur de la défense et de la sécurité nationales afin de renforcer son statut républicain; dans ce contexte, **réitère** sa demande à la Commission de l'UA de réactiver ses efforts pour fournir des experts au processus de réforme constitutionnelle de la Guinée Bissau;
10. **Décide** de dépêcher d'urgence la Troïka du CPS en Guinée Bissau, qui devra travailler en étroite collaboration avec le gouvernement de Guinée Bissau, la CEDEAO, les Nations unies et d'autres partenaires internationaux afin de trouver une solution à l'impasse actuelle dans la crise politique en Guinée Bissau, y compris la préparation de la tenue des prochaines élections présidentielles et de l'assistance technique envisagée pour la révision de la constitution;
11. **Décide** de rester saisi de la question.